Coalition québécoise
du jeu en ligne

PROMOUVOIR UN ENCADREMENT DU JEU EN LIGNE QUI REFLÈTE LA RÉALITÉ D'INTERNET

Un encadrement des opérateurs privés de jeux de hasard et d'argent en ligne est la norme dans la majorité des juridictions du G7. **D'ailleurs, 66 % des Québécois y sont déjà favorables.**

Malgré les avis des experts en matière de jeu responsable, le gouvernement du Québec **persiste à vouloir imposer le monopole de Loto-Québec.** Cette approche, en plus d'engendrer un manque à gagner important pour le gouvernement, présente des **lacunes au niveau de la santé publique.**

Le gouvernement doit agir.

RÉSULTATS D'ÉTUDES

Les Québécois se tournent déjà vers l'offre privée
73 % des joueurs québécois choisissent des plateformes de jeux privées.
(Source : Mainstreet Research)

300 M$

Des millions de dollars échappent au gouvernement
Un modèle similaire à celui de l'Ontario pourrait générer d'importants revenus directs pour le gouvernement.
(Source : Mémoire de la CQJL, 2025)

Les revenus de Loto-Québec sont en baisse depuis 20 ans
Pour l'année en cours, Loto-Québec prévoit des revenus net de 1,5 milliard de dollars, soit 900 millions de moins qu'en 2006, lorsque l'on ajuste pour l'inflation.
(Source: Rapports annuels de Loto-Québec)

Enjeux actuels

Conflit d'intérêt
Loto-Québec est à la fois juge et partie. Elle doit générer des revenus grâce aux jeux de hasard tout en faisant la promotion du jeu responsable.

Protection des joueurs à géométrie variable
Les règles de Loto-Québec pour le jeu en ligne ne s'appliquent pas aux plateformes privées que la majorité des joueurs québécois choisissent.

Déficiences des outils de jeu responsable
Les outils de Loto-Québec pour aider les joueurs à contrôler leur temps de jeu ou leurs mises ne fonctionnent pas toujours. La société d'État est visée par un recours collectif déposé en 2024.

Coalition québécoise
du jeu en ligne

AVIS DES EXPERTS DU JEU RESPONSABLE ET DE LA SANTÉ PUBLIQUE

Sylvia Kairouz, titulaire de la Chaire de recherche sur l'étude du jeu à l'Université Concordia (source: La Presse, 2023), affirme qu'un organisme indépendant de réglementation, qui aurait également autorité sur Loto-Québec, serait la meilleure avenue pour inciter les opérateurs privés à se conformer à la réglementation locale afin d'obtenir une licence d'opération.

Elisabeth Papineau, de l'Institut national de santé publique du Québec (source: Le Devoir, 2023), rappelle que les chercheurs recommandent la création d'un comité indépendant depuis plus de dix ans afin de comprendre et mieux encadrer les joueurs à risque, mais que rien ne s'est encore concrétisé.

PROPOSITION

La Coalition québécoise du jeu en ligne propose des mesures concrètes pour mieux protéger les joueurs tout en générant des revenus substantiels pour l'État québécois dans un contexte de restrictions budgétaires.

Confier à un organisme indépendant l'encadrement et la surveillance du jeu en ligne au Québec, incluant la publicité.
Les opérateurs privés, de même que Loto-Québec, devront se conformer aux standards élevés établis par cet organisme et devront rendre des comptes.

Mettre en place un système de partage de revenu basé sur l'émission de licences à des opérateurs privés de jeu en ligne, inspiré de l'expérience de l'Ontario.
Que le siège social de l'entreprise soit situé au Québec ou ailleurs dans le monde, le gouvernement toucherait un pourcentage des revenus générés au Québec (ex : 20 % en Ontario).

MODÈLE ONTARIEN

L'Ontario a ouvert la voie en avril 2022 en instaurant un système de licences et des taxes pour les opérateurs privés de jeux en ligne. Depuis, les revenus d'OLG, la société d'État ontarienne, sont toujours en croissance, prouvant qu'il est possible de coexister.

86 % des joueurs ontariens
ont joué sur des plateformes réglementées lors des deux premières années d'opération du modèle ontarien.
(source : IPSOS)

En 2024, la Cour Supérieure de l'Ontario **a validé le modèle réglementaire en place en Ontario** en matière de jeux d'argent et de hasard.

L'Alberta a entamé les démarches pour encadrer l'offre privée de jeu en ligne de manière similaire à l'Ontario. Le gouvernement albertain entend dévoiler son plan de match au cours de l'année 2025.